



Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-25-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Département de Seine-Saint-Denis

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations Séance du 28 mai 2026

Nombre de Conseillers : 33

L'an deux mille vingt-six, le 28 mai, à 19h30

Conseillers en exercice : 33

Présents : 30

Pouvoirs : 3

Votants : 33

Le Conseil municipal de la ville du Raincy, dument convoqué par monsieur le Maire s'est réuni en séance publique ordinaire dans la salle du Conseil, en Mairie, conformément à l'article L 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Date de convocation : 21 mai 2026

Date d'affichage : 21 mai 2026

La séance est ouverte, sous la Présidence de **monsieur Nicolas Rondepierre, Maire**, conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales. Il procède à l'appel nominal des membres des Conseillers municipaux et constate que le quorum est atteint.

Étaient présents :

Nicolas Rondepierre, Nicolas Cuadrado, Patricia Bizouerne, David Pereira, Lydia Tcharlaian, Michel Nugues, Nathalie Ribemont, Régis Lefèvre, Patricia Djossouvi, Didier Belot, Claire Gizard, Jean Calgagni, Pascal Guengant, Gerard Lepont, Corinne Lorenzi, Isabelle Nizard, Xavier Juin, Paula Lapczuk, Isabelle Zerad, Yael Azoulay, Julien Bette, Eulalie Haouam, Josué Kwetukala, Raphaël Uzan, Amélia Morise-Zambrano, Sonia Beaufremez, Jean-Michel Genestier, Pierre Marie Salle, Annie Sonrier, Montasser Charni.

Pouvoirs sont donnés :

Monique Marginier à Nathalie Ribemont,
Corinne Raoult à Sonia Beaufremez,
Thomas Vautrin à Annie Sonrier.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, réuni à la majorité de ses membres, a désigné **Mme Amélia Morise-Zambrano**, secrétaire de séance.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20260528-25-2026-DE
Date de télétransmission : 02/06/2026
Date de réception préfecture : 02/06/2026

DELIBÉRATION N°25-2026

OBJET : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

RAPPORTEUR : Monsieur Nicolas Rondepierre

Lors de chaque réunion, le Conseil municipal doit désigner en début de séance un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales.

Le secrétaire de séance ainsi désigné assiste le Maire pour l'établissement du procès-verbal, qui retrace les débats et les décisions prises par le conseil municipal.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner, pour la présente séance, Mme Amélia Morise-Zambrano conseillère municipale, en qualité de secrétaire de séance.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DESIGNE Mme Amélia Morise-Zambrano conseillère municipale, en qualité de secrétaire de séance pour la présente réunion du Conseil municipal.

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre des délibérations les membres présents,**

Pour extrait conforme,
Le Raincy, le 28 mai 2026

Le maire du Raincy
Nicolas Rondepierre



La secrétaire de séance
Amélia Morise-Zambrano

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R-421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet www.telerecours.fr.